

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise en conformité du Parc Darwin - Mise en conformité de la zone technique Attribution des marchés de travaux Autorisation de signer les marchés et demandes d'aides financières

Philippe THINES rapporte :

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéen au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus d'un millier d'animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012, sur l'ensemble des installations a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération.

La priorité a été donnée à la zone technique du Zoo, qui comprend toutes les installations techniques nécessaires au bon fonctionnement de ce parc en toute sécurité pour le public, le personnel et les animaux. Elle porte principalement sur :

- La réorganisation et la reconstruction des bâtiments pour le personnel (vestiaires, sanitaires, bureaux, etc.) ;

- La réalisation d'installations de secours (PC de surveillance, véhicules de secours, local matériel de sécurité etc.) ;
- La création d'une clinique vétérinaire et de locaux de quarantaine animaux indispensables pour un zoo de cette taille ;
- La création d'ateliers techniques et d'abris pour véhicules d'entretien ;
- La création et la réorganisation des locaux de stockage ;
- Le traitement des eaux pluviales et usées, ainsi que le traitement des fumiers qui seront entièrement revus en coordination avec les services de l'Etat, dans l'objectif de disposer d'installations préservant cet environnement de très grande qualité.

Elle concerne également le déplacement et la construction des enclos des guépards à proximité de l'entrée principale, conformément aux exigences de sécurité notamment en termes d'incendie.

Le réaménagement de la zone technique a été organisé en trois phases, afin de pouvoir livrer séquentiellement des installations répondant aux normes de sécurité, d'hygiène et de confort actuelles, sans bouleverser le fonctionnement du parc.

La première phase comprend la création de nouveaux bâtiments : vestiaires, ateliers et réfectoire, ainsi que les voiries et réseaux correspondants ;

Afin de réaliser les travaux de cette phase, une consultation d'entreprises en lots séparés a été lancée pour un montant estimé de 2 134 000 € HT.

Lors de la commission d'appel d'offres du 04/02/2014, les lots suivants ont été attribués :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANT TOTAL RETENU DU MARCHE (en € HT)		
		BASE	PRESTATION SUPPLEMENT AIRE EVENTUELLE	BASE+PSE
Lot 1 – VRD et espaces verts	EIFPAGE	373 805,00	19 037,50	392 842,50
Lot 2 – gros oeuvre	LE MARCORY	249 835,26		249 835,26
Lot 3 – charpente métallique, bardage, couverture, serrurerie	CMA	375 963,62		375 963,62
Lot 4 – cloisons, doublages, faux-plafonds	SANS SUITE – RELANCE MAPA			
Lot 5 - menuiseries intérieures	ALVAREZ	86 119,00		86 119,00
Lot 6 - peinture	CORNIL	16 424,92		16 424,92

Lot 7 – revêtement de sol dur et faïences	SOMEREV	59 054,24		59 054,24
Lot 8 - electricité	JP ELEC	154 813,62		154 813,62
Lot 9 – chauffage, ventilation, plomberie, sanitaires	SANITHERMIC	200 000,00		200 000,00
Lot 10 – menuiseries extérieures	VIP	186 795,00		186 795,00
TOTAL en € HT		1 702 810,66		1 721 848,16

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'opération,
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer et à signer tous documents relatifs à cette opération de mise en conformité et d'agrandissement ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : Permis de construire – Permis de démolir ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2014 de la Ville de Montpellier – Chapitre 908,
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014